

Évaluations Environnementales Stratégiques

Sur l'ensemble de la filière hydrocarbure au Québec

Présenté par Jean-Pierre Leduc

Novembre 2015

Membres de cette commission,

Après 2 Bape et une première ÉES, nous en sommes maintenant rendus à une deuxième consultation ÉES.

Vraiment, il faut avouer qu'il y a un côté redondant dans cette affaire.

À la différence que cette fois-ci, on sent bien un côté '**urgence**' inventé de toute pièce. Lors des commissions antérieures, les citoyens ont disposé d'un temps raisonnable pour intégrer la documentation.

Quelqu'un quelque part se paie notre tête. C'est une attitude indécente.

Imaginer d'un côté, nos fonctionnaires et l'industrie, café à volonté et tous grassement payés, prendre tout le temps voulu pour discuter et rédiger 10 rapports et sélectionner ensemble 64 études.

Alors que de l'autre côté, il y a les citoyens, ceux qui payent le café, pour qui il est impossible de digérer toute cette documentation en si peu de temps.

Il est fort à parier que le gouvernement, avec l'industrie et les stratèges a pris tout son temps derrière le rideau, à huis clos pour planifier soigneusement **le coup fatal**.

De la haute voltige gouvernementale, ça ressemble presque à de la transparence. L'ÉES actuelle, aurait été commandée par le gouvernement pour encadrer ou forcer une acceptabilité sociale au plus vite, vu l'annonce d'une loi sur les hydrocarbures début 2016.

Cette loi ouvrira la porte sur la possibilité de débiter illico l'exploration des GDS.

Ces éléments s'imbriquent parfaitement dans l'annonce officielle faite récemment par le gouvernement, de l'exploitation des GDS en 2020.

Je crains que ce gouvernement, qui a fouillé dans nos poches pour défrayer à grands coûts les commissions d'études du BAPE et des ÉES, trouve le moyen de passer outre tous les avis contenus dans le rapport 307 et surtout l'acceptabilité sociale sur la question des hydrocarbures, jamais atteinte au Québec.

Seuls les crédules pourraient se rallier à l'idée que l'industrie prendra en compte ces avis avec toute la rigueur exprimée par la commission dans son rapport.

Enfin, seuls les rêveurs pensent qu'une armée d'inspecteurs, formés sur le tas, vont surveiller au quotidien les 9000 puits du scénario #5, présenté dans le

rapport 307. 9000 multiplié par x petits problèmes par puits auront inéluctablement un impact majeur sur les générations futures.

Question de suivi, on a un exemple concret de ce qui se passe dans la réalité, avec le rejet récent des eaux usées de Montréal. Pour de puériles raisons politiques, le fédéral commence par stopper les travaux. La population sur le fleuve en aval de Montréal se sent rassurée par cette prise en charge du problème, par les autorités. Puis, par le truchement de quelques mesures de mitigation ridicules, le fédéral autorise le déversement. Les préoccupations économiques sous-jacentes passent, comme dans la plupart des cas, avant la santé et l'environnement.

Mais quelle belle parade aux yeux de la population. Pour une crédibilité accrue, on fait des petits tests, on se promène en petits bateaux, on puise quelques petits bouts de papiers ou condoms qui flottent. Opération finalement réussie, ils sont effacés de notre esprit ces 8 milliards de litres de cochonneries.

Quel suivi! Ne vous trompez pas, ici, on parlait seulement d'un problème ponctuel d'une ville!

Imaginer un instant tout l'espace de la vallée du St-Laurent, abandonné aux pétrolières juniors, dans un contexte mille fois plus complexe.

Vision et risque.

Le rapport 307 du Bape page 51 cite Sweeley, qui dit, « pourquoi investir dans une activité qui peut cesser aussi rapidement qu'elle a commencée.

Plus récemment alors que le président Obama dit "le pétrole sale de l'Alberta ne nous aidera pas dans l'atteinte de nos objectifs", chez-nous on lit: "Pierre Arcand juge raisonnable de s'engager dans la filière pétrolière tout en luttant contre le réchauffement climatique.

Pierre Arcand est-il dans le déni? Défend-t-il la position du gouvernement d'avoir investi l'argent des québécois par Ressources Québec, sans les avoir consulté au préalable?

Je cite le Devoir sur les ressources fossiles.

«La Banque HSBC va même jusqu'à prévenir les investisseurs et gestionnaires de portefeuille, du danger de se retrouver avec, en mains, des « *actifs échoués* ».

La HSBC, en parlant du secteur pétrolier, conclut finalement, «Mieux vaut désinvestir qu'investir».

En juin dernier, l'OCDE l'avait déjà officialisé. L'institution invitait les États-Unis à la prudence dans le développement de leur filière gaz de schiste, tout en rappelant le Canada pétrolier à ses responsabilités par rapport à ses émissions de carbone.

Un rapport de l'ONU nous dit que la lutte contre les changements climatiques pourrait se faire à coût dérisoire. Le plus beau est qu'il y aurait plutôt adéquation entre protection de l'environnement et croissance économique.

Quant au FMI, il a déjà publié un livre proposant une fiscalité verte. On y apprenait qu'une taxe carbone appropriée, pouvait ajouter au PIB, tout en incitant à adopter des comportements amenant une réduction notoire des émissions de carbone et des décès liés à la pollution de l'air.

Le milieu des affaires lui, affirme que d'oublier l'acceptabilité collective et mal évaluer le passif environnemental, dont les émissions de GES, tant en amont qu'en aval, relève tout simplement du déni.

Il est permis de se demander si M.Couillard et M.Arcand vivent sur la même planète que ces gens-là.

Pierre Arcand, lui, nous offre une vision très court terme, plutôt simpliste, je cite, « Nous allons consommer du pétrole pendant les 30 prochaines années,», «les projets pétroliers et de gaz naturel (schiste) peuvent tout à fait voir le jour au Québec.

M.Couillard est médecin, il a déjà occupé le poste de ministre de la santé. Il devrait placer la santé en premier. Il semble néanmoins avoir plus d'affinité avec le ministère du trésor.

Acceptabilité sociale

En 2011, 4 rencontres avec l'APGQ et 4 autres avec l'ÉES se sont déroulées dans des salles bondées, devant les médias, où 400 à 500 personnes posaient des questions et n'obtenaient jamais de vraies réponses. Elles se terminaient toujours dans le tumulte. L'APGQ et l'ÉES y ont rencontré une opposition féroce. Plus de 100 comités dans la vallée du St-Laurent ont travaillé d'arrache-pied, multiplié les heures à chercher des façons de ramener les élus municipaux et

provinciaux à la raison. 70 000 signataires d'une pétition remise au gouvernement, des discussions à répétitions avec les élus, de nombreuses manifestations, des opinions d'experts dont celle du collectif scientifique, d'un sondage CROP où 70% des québécois se prononçaient contre l'implantation de cette industrie au Québec, des spécialistes à l'émission Découvertes, ne sont que quelques exemples d'une démonstration en force de la non acceptabilité sociale au Québec.

La population québécoise conteste vigoureusement le transport du pétrole par train, par oléoduc ou par bateau. Les catastrophes de Lac-Mégantic et de la rivière Kalamazoo ou encore de Deepwater Horizon, la marée noire provoquée par l'Exxon Valdes leur rappellent la vétusté des infrastructures et l'incompétence des autorités, à suivre les dossiers à hauts risques. Les autorités ont tout simplement laissé les compagnies s'autoréguler. Rien ne laisse présager une autre tendance, c'est toujours l'argent avant la santé et l'environnement.

On peut facilement imaginer que le laxisme connu de notre gouvernement en matière de suivi et le manque de ressources, nous conduirait, dans ce projet d'exploitation pétrolière non conventionnelle, tout droit à la catastrophe.

Rappelons-nous, que le puits de Leclercville en est à sa deuxième réparation majeure depuis son forage. Des fuites de méthane à répétitions comme cela, ça annonce le pire avant de se lancer dans le forage de 9000 puits(le scénario #5).

Qu'advierait-il de la vallée du St-Laurent avec 9000 puits?

Non, il n'y a pas d'acceptabilité sociale au Québec sur tout ce qui touche la ressource fossile. Les Québécois ont constaté par eux-mêmes l'ampleur de la dévastation et la laideur de l'Alberta et du Dakota, sans oublier les habitants de la Pennsylvanie, dont certains ont payé cher, gens et animaux malades, perte de leur eau potable et perte de valeur de leur propriété. Qui voudrait de cela?

Dernièrement, on a eu la nette impression que M. Arcand s'apprêtait à construire de toutes pièces l'acceptabilité sociale. Il s'est probablement dit puisqu'il n'y en a pas, on va en faire une en cachette!! En fait, il a opté pour la théorie du huis clos. Contrairement à la théorie du complot, il est permis d'annoncer un huis clos sur la presse, ça ne fait même pas de vagues.

Je cite (le Devoir) "Les tables de discussion du chantier sur l'acceptabilité sociale demeureront à huis clos", "il serait risqué d'ouvrir les tables de discussions au grand public", " Les groupes qui prennent part au Chantier sur l'acceptabilité sociale ont demandé qu'il se déroule en privé".

Qui sont ces groupes qui n'ont pas le sens de la démocratie? Cherchent-ils à cacher quelque chose?

Comme il le dit, M.Arcand estime vouloir ainsi éviter le danger.

Le danger auquel vous faites allusion ici M.Arcand, c'est la non acceptabilité sociale à laquelle vous vous êtes buté lors des 4 soirées d'information de l'APGQ et des séances publiques du comité de l'ÉES tenues en 2011.

C'est cette opposition féroce que vous fuyez, cette opposition qui vous faisait perdre la face devant les médias et toute la population.

À ce moment précis, on a bien vu et compris la complicité du gouvernement avec l'industrie, par la mise en place d'un stratagème pour calmer les ardeurs.

Le silence, le huis clos, les discussions privées furent désormais les nouveaux mots d'ordre. Tout derrière les rideaux. Le gouvernement a aidé l'industrie et a repris le contrôle de l'information vis-à-vis la population.

Je cite M.Arcand, " Le gouvernement Couillard souhaiterait, au final, améliorer la définition de la question de l'acceptabilité sociale".

Il continue, "il faut savoir ce que les gens pensent pour ne pas les placer devant le fait accompli".

Il pousse plus loin " c'est de mieux définir ce qu'est l'acceptabilité sociale".

Un coup parti M.Arcand, si vous contestez nos bons vieux dictionnaires, inventez votre propre définition et imposez-la, puisque la démarche n'est déjà plus démocratique. On la voit venir de loin votre définition, songée et tortueuse à saveur politique, qui aboutira vraisemblablement à de la manipulation.

Que vaut la parole du M.Couillard puisqu'il a déjà dit bien haut et fort qu'il n'y aurait pas d'exploitation des GDS au Québec sans acceptabilité sociale? Il n'avait pas précisé à ce moment-là, qu'il entrevoyait un jour modifier la définition de l'acceptabilité sociale, pour éviter d'avoir menti en amont aux Québécois, de façon aussi explicite.

Si M. Arcand, souhaite une nouvelle définition de l'acceptabilité sociale, c'est que le gouvernement Couillard **admet** implicitement qu'elle n'est pas au rendez-vous dans le sens connu, qui fait consensus dans l'usage.

Qui écoute les citoyens, puisqu'il annonce malgré tout et en dépit de la majorité

qui s'oppose, qu'il y aura exploitation en 2020. Et pour mieux sceller toutes les issues, il promet une loi sur les hydrocarbures dès 2016.

Créatif et démocratique, le gouvernement Couillard réinvente le baillon citoyen.

Alors que le secteur pétrolier se contracte, M.Couillard semble être seul à comprendre quelque chose que les autres ne comprennent pas.

De novembre 2014 à novembre 2015, le cours du pétrole a chuté de 79\$ à 44\$ le baril. Et dans la même période, le cours du gaz a chuté de 4,142\$ kmc à 2,326\$ kmc

Puis Talisman qui vend 49% de sa filiale au Royaume-Uni.

Et Shell, qui dans un contexte difficile (chute des cours du pétrole) vend pour 1,4 milliards d'actions soit 33% de la compagnie.

Notre gouvernement veut foncer coûte que coûte dans les GDS et le pétrole non conventionnel. Ce gouvernement a déjà placé et se prépare à placer plus d'argent des Québécois, sans les consulter, dans un secteur du passé et désormais à hauts risques.

Alors qu'une très grande majorité de pays envient la position du Québec à cause son hydroélectricité, alors que plusieurs pays peinent à diminuer les émissions de GES sans créer de la pauvreté, tous voient les possibilités infinies qui s'offrent aux Québécois par rapport au marché du carbone, par rapport au développement d'énergies durables et la possibilité de se tourner rapidement vers des énergies d'avenir. Voir même s'enrichir tout en ménageant la planète. Ces pays s'attendraient avec raison à ce que les Québécois comblés par la nature, en fassent plus pour la planète.

Messieurs Couillard et Arcand, vous nous décevez, vous nous faites passer aux yeux de tous, pour un peuple qui ne pense qu'à sauver ses fesses.

Par votre propension à investir dans un secteur en fort déclin, vous êtes en train de montrer à la face du monde la cupidité et l'opportunisme des Québécois. Dans votre vision basée seulement sur 30 ans, vous savez que votre décision imminente de siphonner le pétrole jusqu'à la dernière goutte, va contribuer à faire souffrir des peuples entiers. Au moment où une grande majorité de scientifiques s'inquiètent des réchauffements climatiques en lien avec l'exploitation et l'utilisation des énergies fossiles, vous restez hypnotisés par l'argent.

Messieurs Couillard et Arcand, votre prise d'orientation ne fera certainement pas de vous, des visionnaires qui auront su marquer l'histoire de l'humanité.

Le pétrole et la cigarette

Le procureur de New York a lancé une procédure mercredi le 4 novembre 2015 contre Exxon Mobil pour savoir si le géant texan a volontairement caché pendant des décennies au public et aux investisseurs, que son métier pouvait avoir de lourdes conséquences pour le climat.

Des scientifiques d'Exxon auraient averti leur direction dès 1977 que l'industrie du pétrole devait agir rapidement pour éviter que le commerce du pétrole, de l'extraction à l'essence utilisée par les voitures, ne soit trop nuisible pour l'environnement.

Le géant pétrolier, quant à lui, a dépensé 30 millions de dollars, en près de trente ans pour financer des groupes de pression climatosceptiques.

Si l'enquête new-yorkaise établit qu'Exxon a menti délibérément, cela pourrait "entraîner la même vague de recours collectifs que dans les années 1990 contre l'industrie du tabac", assure au "Los Angeles Times" Kenneth Rumelt, un professeur de droit de l'Université du Vermont. À une différence près : les fabricants de cigarettes étaient essentiellement pris pour cible par des fumeurs que leur addiction a rendu malades, alors que le réchauffement climatique favorisé par les émissions carbonées dues en partie à l'industrie du pétrole ont des conséquences sur tout le monde.

Messieurs Couillard et Arcand, vous avez commandé le rapport #307 du BAPE. Les menaces contre la santé et l'environnement y sont décrites abondamment.

M.Couillard et Arcand, selon la loi du Québec (LRQ, A-6.01, a. 29), vous êtes imputables face aux Québécois.

M.Couillard, étant médecin, vous savez mieux que quiconque que le pétrole est cancérigène.

Vous êtes conscient que vous vous placez dans une position très sérieuse.

La Loi sur l'administration publique établit clairement que les ministres sont « imputables devant l'Assemblée nationale de leur gestion administrative ».

Exercer les fonctions nationales de santé publique (surveillance continue de l'état de santé de la population; promotion de la santé et du bien-être; prévention des maladies, des problèmes psychosociaux et des traumatismes; protection de la santé).

Messieurs Couillard et Arcand, j'ai honte pour vous à cause de virage que vous vous apprêtez à faire prendre au Québec.

Côté santé et environnement, vous faites le mauvais choix et vous le savez